

Un congé paternité, mais lequel?

BÉBÉ Une initiative populaire réclamant quatre semaines de congé pour les papas a déclenché les hostilités à Berne. Quatre conseillers nationaux valaisans discutent des variantes possibles pour éviter ces vingt jours.

PAR STEPHANIE.GERMANIER@LENOUVELLISTE.CH / PHOTOS: SABINE.PAPILLOUD@LENOUVELLISTE.CH

→ Un jour pour un déménagement, entre un et trois pour les hommes qui accueillent un nouvel enfant. C'est en gros le topo actuel du congé paternité en Suisse, même si nombre d'entreprises ou d'administrations se montrent un chouïa plus généreuses – le canton du Valais offre par exemple jusqu'à dix jours aux nouveaux parents de sexe masculin. Mais cette largesse reste une exception, ce qui explique que le projet d'un congé paternité de vingt jours ou, autrement dit, de quatre semaines cartonne dans l'opinion publique. Une initiative populaire lancée par la gauche, plusieurs syndicats ainsi que Pro Familia et un mouvement de défense des pères et allant dans ce sens fait d'ailleurs peur au monde politique qui craint une victoire devant le peuple. Et ce malgré le nœud clair du Conseil fédéral vendredi dernier à cette extension. Face à «la menace», tous les partis politiques, UDC exceptée, ont fait un pas en avant pour couper la poire en deux et augmenter le régime actuel sans pour autant l'élargir à quatre semaines. Sur la table donc, un projet à quatre semaines, un autre à deux semaines, seize semaines à partager entre la mère et le père et le statu quo. Tour d'horizon pour comprendre avec quatre conseillers nationaux de chaque parti.



1 QUATRE SEMAINES À TOUT PRIX

MATHIAS REYNARD Sous la Coupole, le Parti socialiste campe sur ses positions malgré l'avis défavorable du Conseil fédéral sur le congé de quatre semaines. «Vingt jours de congé pour un père, c'est déjà un projet hyper modéré par rapport à ce que connaît le reste de l'Europe», assure le conseiller national Mathias Reynard. Aux yeux du Saviésan, ni la version défendue par le PDC qui réclame deux semaines ni celle du PLR proposant de laisser le libre choix aux parents de jongler avec un total de seize semaines ne sont dignes d'intérêt. «La proposition de congé parental du PLR est complètement ratée. On prend aux femmes pour donner aux hommes, alors que les mères suisses sont déjà les moins gâtées d'Europe en la matière», dénonce le socialiste qui voit dans ce pas en avant de la droite un artifice pour mieux enterrer un autre sujet: celui de la poursuite du programme de soutien à la création de crèches qui sera débattu mardi prochain sous la Coupole et dont le PLR et l'UDC ne veulent plus entendre parler.»

2 DEUX SEMAINES POUR PASSER LA RAMPE

GÉRALDINE MARCHAND-BALET Même si l'initiative proposant un congé de quatre semaines semble faire son bonhomme de chemin dans l'opinion publique, elle bloque la droite et les milieux patronaux qui se battent bec et ongles pour torpiller le projet. Le PDC a donc décidé de couper la poire en deux en proposant un congé de deux semaines. «Bien sûr, l'idéal serait vingt jours, mais cette solution est très risquée et pourrait enterrer tout projet de congé paternité. Avec deux semaines, c'est un compromis acceptable que le PDC propose», explique la conseillère nationale PDC Géraldine Marchand-Balet. Le PDC soutiendra le programme d'impulsion à la création de crèches mardi prochain et continue ainsi à se poser en fer de lance de la politique familiale. Pas question dès lors de s'acoquiner avec le PLR et sa solution parentale. «Il ne faut rien retrancher aux femmes, mais bel et bien allonger le congé des hommes», termine Géraldine Marchand-Balet.

3 SEIZE SEMAINES POUR LA MÈRE ET LE PÈRE

PHILIPPE NANTERMOD C'est la dernière-née des propositions de congé qui est sortie de la boîte à idées du PLR mardi dernier: offrir aux parents un congé de seize semaines à se partager entre eux comme ils le souhaitent. «Il ne faut pas lire cette proposition comme seize semaines à diviser par deux, mais plutôt la comprendre comme quatorze semaines + deux afin que tous ceux qui souhaitent s'organiser autrement qu'aujourd'hui puissent le faire», explique le conseiller national Philippe Nantermod. Selon le vice-président du PLR suisse, cette solution permet de mieux coller au principe d'égalité entre hommes et femmes et de s'adapter aux réalités des couples d'aujourd'hui. «Passer directement à quatre semaines, c'est beaucoup trop. On double carrément les vacances des employés», continue l'élue qui, comme son parti, n'est pas chaud pour le projet PDC à deux semaines. «Car ces deux semaines s'ajoutent par ailleurs au fait que la gauche et le PDC veulent de plus soutenir le programme d'impulsion à la création de places de crèches. Un outil à la base incitatif. Ce sont les cantons qui doivent désormais assumer cette charge.»

4 LE STATU QUO SAUF POUR LUI

JEAN-LUC ADDOR A Berne, l'UDC ne souhaite pas étendre les «privileges sociaux» aux parents. L'Etat n'est pas là pour mettre son nez dans la vie des familles en général et des parents en particulier. La plupart des députés du grand parti à Berne disent donc pouvoir se contenter de la situation actuelle, c'est-à-dire faire confiance aux patrons pour gérer les paternités de leurs employés et leur laisser le libre choix de ce qu'ils souhaitent et peuvent donner comme congé. Le parti suit la même ligne en ce qui concerne l'aide à la création de crèches qu'il souhaite, comme le PLR, biffer du catalogue de dépenses fédérales, dénonçant au passage «l'étatisation des enfants». Reste que tous les élus fédéraux UDC ne partagent pas la solution du statu quo. «Sur le principe, je trouve important que le système demeure flexible et c'est pour cela que je suis prêt à faire un pas en faveur de la solution PLR de congé parental», explique le conseiller national Jean-Luc Addor. «C'est vrai que tout cela coûte, mais si on ne nous donne pas les moyens d'avoir des enfants en Suisse grâce à des conditions-cadres, ce serait vraiment grave», conclut l'élue.

Kandersteg se prononcera en premier sur les Jeux

SION 2026 C'est dans l'Oberland bernois que commencera ce soir le week-end de tous les dangers pour le projet olympique.

Dimanche, tous les projecteurs seront braqués vers Sion pour le dénouement de la campagne de tous les superlatifs sur les Jeux olympiques. Pourtant, c'est à un petit village de l'Oberland bernois de 1200 habitants que revient l'honneur d'entamer les festi-

vités. L'assemblée primaire de Kandersteg qui se réunit ce soir à 20 heures dans la salle communale sera en effet la première à se prononcer sur le projet. Enfin, après avoir validé les comptes de 2017 qui bouclent sur un excédent de recettes d'un peu

moins de 80 000 francs. Le deuxième point à l'ordre du jour concerne donc les fameux Jeux olympiques et un crédit de 1,2 million de francs pour que la station puisse accueillir les compétitions de saut à skis sur petit tremplin et le combiné nordique.

Urs Weibel, président de Kandersteg, se risque à prédire un oui à 60% ou 70%. «Le résultat pourrait être plus serré s'il faut procéder à un vote à bulletins secrets. La différence pourrait se monter à 10 ou 15%», ajoute-t-il. Et lorsque l'on sait que 25% de l'assem-

blée suffit à demander un vote secret, le résultat pourrait être très serré. «Quand on parle avec les habitants, on a toutes les réponses. Certains trouvent que le montant est trop élevé alors que nous avons plusieurs projets en cours, d'autres pensent qu'une région touristique comme la nôtre doit se lancer, certains estiment que c'est un cadeau pour les jeunes», détaille le chef de l'exécutif.

URS WEIBEL
PRÉSIDENT DE KANDERSTEG

Engelberg comme plan B
Si c'est le non qui l'emporte, un plan B a été prévu par les promoteurs du projet. La station d'Engelberg qui de-

vrait accueillir les épreuves du grand tremplin paraît être la candidate toute désignée pour reprendre les compétitions prévues à Kandersteg. «Cela serait un peu stupide. Engelberg devrait construire un petit tremplin et cela ferait doublon avec nous», prévient Urs Weibel qui, quel que soit le verdict dans sa commune, suivra attentivement le résultat de dimanche. «C'est vraiment difficile de se faire une idée sur les intentions des Valaisans depuis ici. J'espère que le projet va passer à 51%» Verdict dimanche pour le Valais et ce soir aux environs de 21 h 30 pour Kandersteg. **DV**